

ACTION URGENTE

DE JEUNES MILITANTS BRUTALISÉS RISQUENT LA TORTURE AUX MAINS DE POLICIERS

Trois jeunes militants ont été frappés en garde à vue et risquent d'être victimes d'actes de torture. Ils ont été appréhendés alors qu'ils se produisaient dans le cadre d'une manifestation pacifique à Bakou, la capitale, après que l'un d'eux eut injurié la famille du président. Ils sont désormais en détention au secret.

Plusieurs organisations de jeunesse ont organisé un rassemblement samedi 17 mars afin de réclamer la fin de la corruption au sein du système d'éducation public et la libération des prisonniers politiques en Azerbaïdjan. Les pouvoirs publics avaient autorisé le rassemblement à la condition qu'il se déroule à la périphérie de Bakou ; malgré ces restrictions, environ 1 500 jeunes s'y sont rendus.

Pendant un morceau interprété par le chanteur **Jamal Ali** et son groupe qui contenait un juron, un des manifestants est monté sur scène et lui a demandé à qui celui-ci s'adressait. Avant de reprendre le concert, Jamal Ali a lancé à la foule : « En quoi est-ce mal de dire des gros mots ? Que la mère d'Ilham aille se faire foutre, est-ce que quelqu'un a un problème avec ça ? » À ce moment-là, un des organisateurs, **Etibar Salmanli**, s'est approché de Jamal Ali et lui a demandé d'arrêter, avant que des policiers en civil et en uniforme ne fondent sur les deux hommes et sur **Natig Kamilov**, membre du groupe.

Des témoins ont affirmé que les policiers ont « sauvagement » frappé Jamal Ali et Natig Kamilov avant d'emmener les trois hommes au poste de police, où les agents ont refusé de laisser leur avocat, Anar Gasimli, ou leur famille les voir, malmenant Anar Gasimli pour le forcer à quitter le poste. S'attendant à ce qu'ils soient conduits devant le tribunal local, Anar Gasimli a attendu sur place. Il a déclaré à Amnesty International que lorsqu'il avait vu ses clients y entrer ceux-ci portaient des marques visibles de coups. Les trois hommes, qui ont tous environ 25 ans, ont été inculpés de « hooliganisme mineur » ; il a été décidé qu'ils passeraient entre cinq et 10 jours en détention administrative. Lors de cette audience, Jamal et Natig ont dit avoir reçu des coups lorsqu'ils étaient au poste de police ainsi que pendant leur arrestation.

D'habitude, les personnes faisant l'objet d'une détention administrative sont transférées dans un centre de détention, mais les trois militants sont maintenus au secret par la police, ce qui alimente la crainte qu'ils ne soient torturés.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en azéri, en russe ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités de permettre à Jamal Ali, Etibar Salmanli et Natig Kamilov de s'entretenir immédiatement avec leur avocat et de recevoir la visite de leur famille ;
- engagez-les à faire en sorte que la police cesse immédiatement de soumettre ces militants à des mauvais traitements ;
- exhortez-les à ordonner l'ouverture immédiate d'une enquête sur les agressions policières dont ces militants ont été victimes.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1^{ER} MAI 2012 À :

Procureur général

Zakir Qaralov

7 Rafibeyli Street

Baku 370001, AZERBAÏDJAN

Fax : + 994 12 492 32 30

Formule d'appel : *Dear Prosecutor*

General, / Monsieur le Procureur général,

Médiatrice

Elmira Suleymanova

40 Uz. Hajibeyov Street

Baku AZ1000, AZERBAÏDJAN

Fax : +994 12 498 23 65 (merci de

vous montrer persévérant)

Courriel :

ombudsman@ombudsman.gov.az

Formule d'appel : *Dear Ombudsperson, /*

Madame,

Copies à :

Président

Ilham Aliyev

Office of the President of the Azerbaijan Republic

19 Istiqlaliyyat Street

Baku AZ1066, AZERBAÏDJAN

Fax : +994 12 492 0625

Courriel : office@pa.gov.az

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Azerbaïdjan dans votre pays. (adresse(s) à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DE JEUNES MILITANTS BRUTALISÉS RISQUENT LA TORTURE AUX MAINS DE POLICIERS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En Azerbaïdjan, les autorités ont dans la pratique érigé en infraction les actions de protestation pacifiques contre le gouvernement, en interdisant les manifestations et en emprisonnant ceux qui les organisent et ceux qui y participent. La police recourt à une force excessive pour disperser des manifestations qui sont pacifiques mais non autorisées par les autorités. Elle multiplie menaces et manœuvres d'intimidation contre les défenseurs des droits humains, tout en se servant de l'arsenal juridique et administratif pour contraindre les groupes de la société civile œuvrant en faveur de la démocratie et des droits humains à cesser leurs activités ou pour refuser de les enregistrer.

Des journalistes ont été roués de coups et enlevés, tandis que le nombre de médias indépendants a été réduit par les lois interdisant la présence sur les ondes azerbaïdjanaises des diffuseurs étrangers.

Les nouvelles méthodes permettant d'exercer le droit à la liberté d'expression, telles qu'Internet et les médias sociaux, sont elles aussi battues en brèche. Des blogueurs et des jeunes militants ont été harcelés et placés en détention sur la base de charges fabriquées de toutes pièces. Le gouvernement réfléchit à des moyens de contrôler et de surveiller l'utilisation d'Internet.

Face au durcissement de ces contrôles, des centaines de personnes excédées se sont rassemblées dans la rue en mars et avril 2011 afin de réclamer des réformes démocratiques et plus de respect pour les droits humains.

Les autorités ont sévi contre ces prémisses d'une contestation populaire, avec une nouvelle vague de manœuvres de répression et d'intimidation. À la suite de ces manifestations, 14 personnes ont été déclarées coupables d'avoir organisé des rassemblements antigouvernementaux ou d'y avoir participé. Les autorités se sont par ailleurs appuyées sur des accusations fallacieuses pour arrêter et emprisonner trois hommes : deux jeunes membres de l'opposition et un défenseur des droits humains.

Trois des 17 individus considérés par l'organisation comme des prisonniers d'opinion ont depuis lors été remis en liberté à la suite d'une action menée par Amnesty International. Cependant, alors que l'Azerbaïdjan s'apprête à accueillir l'édition 2012 du concours Eurovision de la chanson, 15 prisonniers d'opinion se trouvent toujours en prison ; beaucoup ont été appréhendés uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression lors d'une manifestation pacifique en avril 2011.

Des jeunes militants et des organisations de la société civile d'Azerbaïdjan se sont joints à Amnesty International afin de demander la libération immédiate et sans condition de l'ensemble des prisonniers d'opinion dans le pays.

Les informations relayées par la presse azerbaïdjanaise à propos des violences infligées à Babek Hassanov et Mahammad Majidli lors de leur transfert de la prison n° 16 à la prison n° 14 le 5 mars a incité de jeunes militants à se réunir pour une manifestation spontanée. Dans la matinée du 6 mars, une soixantaine de militants se sont alors rassemblés près de l'Académie des sciences dans le quartier de Yassamal, à Bakou, afin de réclamer la libération immédiate de l'ensemble des prisonniers d'opinion, ainsi que la fin des mauvais traitements dont ils sont victimes.

Nom : Jamal Ali, Etibar Salmanli, Natig Kamilov

Genre : hommes

AU 88/12, EUR 55/004/2012, 20 mars 2012